



HAL
open science

Achats responsables : Relevez le défi !

Brice Malm, David Carassus

► **To cite this version:**

Brice Malm, David Carassus. Achats responsables : Relevez le défi!. La Gazette des communes, des départements, des régions, 2015. hal-02152515

HAL Id: hal-02152515

<https://hal-univ-pau.archives-ouvertes.fr/hal-02152515>

Submitted on 29 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

"Achats responsables : Relevez le défi !"

MALM Brice, CARASSUS David

Une conviction à transformer en actes

L'étude de la chaire Optima sur la performance "achats" dans les collectivités montre une volonté des acteurs de la commande publique de s'engager dans l'achat responsable : près de 70 % jugent importants les critères sociaux et environnementaux dans l'évaluation de la performance "achats". Encore faut-il, pour atteindre cet objectif, disposer d'une véritable politique. Ces critères sont encore trop souvent perçus comme une contrainte et une source de coûts supplémentaires. Les deux tiers des répondants souhaitent voir cette politique formalisée et diffusée par le biais d'une charte déontologique ou d'un code de bonne conduite, mais ils ne sont plus qu'un tiers à affirmer que c'est le cas dans leur collectivité. Autre écart, s'agissant de la relation avec les fournisseurs : plus de 70 % des répondants considèrent qu'une politique d'achats responsables permet de renforcer les liens, mais 62,5 % ne le pratiquent pas au quotidien. Beaucoup ne voient les relations "acheteurs-fournisseurs" qu'au travers du code des marchés. Celles-ci ne sont pas considérées comme un outil de création de valeur pour la collectivité, mais comme un risque. Conséquence : on ne maîtrise pas son marché "fournisseurs" et on passe donc fatalement à côté d'acteurs socialement et économiquement responsables.

L'implication des DG dans les politiques d'achat responsable est trop faible

La vaste consultation sur la performance de la commande publique dans les collectivités locales, lancée par la Gazette des communes en partenariat avec la Chaire Optima (Université de Pau et des pays de l'Adour), révèle ses premières tendances. Brice Malm, responsable de l'enquête, note une première contradiction : l'achat public responsable est soutenu par les acheteurs publics... mais peu ont enclenché une réelle politique d'achat responsable.

Quelles sont les premières tendances révélées par l'enquête sur l'évaluation de la performance Achats publics ?

Globalement, à travers notre enquête auprès des services achats, encore en cours [2], nous constatons que les acheteurs publics ne sont pas encore entrés dans une logique de performance. Nous décelons même une sorte de contradiction, entre l'intérêt affiché pour l'achat responsable et la pratique réelle : 70 % des personnes interrogées considèrent qu'il est intéressant de mettre en œuvre une politique d'achat responsable, mais seuls 30% l'ont réellement formalisée en se dotant d'outils de définition et d'indicateurs de performance

Comment expliquer cette contradiction ?

Une politique achat, c'est d'abord le fruit d'une impulsion des directeurs de services. Ces derniers créent les conditions de réalisation de toute politique achat. Nous n'avons pas, à ce stade de l'enquête, constaté une réelle volonté d'organiser une politique d'achat responsable. Autrement dit, l'implication des DGS est encore assez faible et l'achat responsable ne semble pas être une de leurs priorités. Mais c'est encore une tendance à vérifier.

Cette timidité est-elle spécifique aux achats responsables ?

Toute politique d'achat doit être impulsée. Et si la performance dans l'achat public n'est pas une priorité, a fortiori, la recherche de performance dans l'achat public responsable, plus spécifique, l'est encore moins. En outre, le respect du code des marchés publics « suffit » pour de nombreux acheteurs. Leur priorité, c'est de respecter le code dans ses aspects normatifs. Ils ne vont pas plus loin, s'en tenant à la limitation des risques par une application stricte du code.

L'achat public responsable se heurte donc à une à vision uniquement juridique de l'achat public ?

Mettre en place une politique d'achat public responsable performant, ce n'est pas encore une priorité. Cependant, cela devrait évoluer, car nous entrons dans une logique d'utilisation de la commande publique dans une dimension sociale d'une part, et en tenant compte du coût global d'autre part. Ces considérations sont encore difficiles à appréhender aujourd'hui, mais la volonté politique est là ! J'en veux pour exemple le débat sur la restauration scolaire et l'achat local. Mais pour se faire, concrètement, sur le terrain, il faudra effectivement utiliser le code des marchés publics de façon plus « souple », le faire jouer aussi dans ses composantes sociales et environnementales. Par exemple, et pour revenir sur le débat sur la restauration scolaire, cela n'est pas toujours évident pour les acheteurs publics, car ils peuvent craindre une proximité dangereuse entre l'achat local et le délit de favoritisme. Les acheteurs sont plutôt dans une logique de protection.

Par ailleurs, l'achat responsable est encore considéré comme un achat plus coûteux. De nombreux acheteurs continuent à faire prévaloir le « moins disant », sans tenir compte du coût global, qui se mesure au-delà de l'acte d'achat.

L'achat public va probablement quitter cette vision actuellement essentiellement « juridique », avec l'arrivée d'acheteurs issus du privés. Mais encore une fois, cette évolution vers un achat public « politique » au sens noble du terme, et performant, ne se fera pas sans une impulsion de la direction générale.